

22 MARS 2025

Le Planning Familial, association militante, féministe et d'éducation populaire a pour objectif l'accès à la santé sexuelle et à l'autonomie pour toutes et tous, depuis 1956 en hexagone et 2006 à La Réunion. Le Planning Familial s'inscrit dans une approche féministe intersectionnelle et s'engage dans les luttes décoloniales, antiracistes, antifascistes et contre l'antisémitisme.

Parmi ses missions, le Planning Familial propose un accueil inconditionnel et une éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle qui s'adresse à toutes les personnes, indépendamment de leur âge, de leur genre, de leur orientation sexuelle, de leur handicap et de leurs croyances. Cette éducation permet aux personnes de mieux se connaître physiquement, de mieux identifier leurs émotions et de s'épanouir au gré d'interactions sociales saines. Grâce à ces connaissances, elles sont capables d'identifier des comportements violents et dangereux et de s'en protéger. Elle permet aussi aux professionnel·les de mieux repérer les personnes victimes de violences et de les accompagner dans leurs démarches de reconstruction.

Aujourd'hui, la baisse des subventions accordées aux associations, voire leurs suppression complète comme on a pu le voir dans les Pays de La Loire met directement en danger les structures comme le Planning Familial, ses salarié·e-s et ses bénévoles qui luttent contre les violences sexistes et sexuelles, notamment grâce à des actions de prévention, d'information et de sensibilisation.

Les tentatives pour discréditer l'éducation à la vie affective relationnelle et sexuelle sont nombreuses : elles se basent sur des mensonges et des théories infondées destinées à effrayer l'opinion publique. Elles sont hypocrites et déconnectées de la réalité. Le groupe "parents vigilants", qui sont les principaux opposants au programme d'éducation à la vie affective relationnelle et sexuelle (EVARS) s'inquiète des thématiques abordées auprès des enfants et parle du "danger" qu'il représente. L'affaire Bétharram a révélé des agressions sexuelles et des maltraitements physiques, perpétrées par des adultes sur des enfants, pourtant nous n'avons pas entendu les "parents vigilants" monter aux créneaux. L'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, si elle était appliquée partout dans les termes exigés par la loi du 4 juillet 2001, permettrait de sensibiliser et de prévenir ce type d'agressions.

L'extrême droite et ses partisans s'attaquent aux droits durement acquis et encore fragiles des personnes LGBTQIA+. Pour rappel, le Ministère de l'Intérieur soulignait une tendance de forte progression des actes à caractère homophobes depuis 2016, et en 2023 il recensait également une hausse de 13% des infractions anti-LGBT. En août 2022, des militantes identitaires et transphobes ont même été reçues par des personnalités politiques pour alerter sur ce qu'elles appellent "la dérive transgenre". Aujourd'hui, ces mêmes groupes véhiculent librement des discours transphobes en misant sur une méconnaissance du sujet et contribuent à la désinformation de la population.

De plus, parmi le gouvernement Bayrou, six ministres en poste se sont opposé·e·s au mariage pour tous. Plusieurs d'entre eux ont également voté contre l'interdiction des thérapies de conversion.

Cette alimentation des discours réactionnaires et conservateurs ne fait qu'augmenter les violences perpétrées contre certaines communautés (j'enlèverai "ciblées") : les personnes de confessions juives et musulmanes, les personnes LGBTQIA+, les femmes, les personnes racisées, les personnes précaires enfin, qui sont instrumentalisées alors que personne ne se soucie réellement d'améliorer leurs conditions de vie. Dans l'espace public, dans les médias, sur les réseaux sociaux : partout cette haine se déverse, encouragée par les pouvoirs capitalistes en place. Chaque nouveau féminicide est un échec collectif en tant que société. Chaque acte violent commis contre un enfant est une preuve que nos efforts ne doivent pas cesser. Chaque propos raciste doit être dénoncé sans concession.

Il nous semble important aujourd'hui de rappeler le délaissement des départements et régions d'Outre-Mer dans la politique du gouvernement. Par exemple, L'État a lancé un numéro national de référence, le 3919, qui permet d'écouter les personnes victimes de violences et de les orienter vers des dispositifs locaux d'accompagnement et de prise en charge. Seulement les écoutant·es de cette plateforme ne sont pas créolophones, ni familières des autres langues parlées dans les DROM. Comment accueillir une parole que l'on ne comprend pas ? Comment considérer une situation qui a lieu sur un territoire que l'on ne connaît pas ? Nous demandons à ce qu'un numéro spécifique aux DROM soit développé afin que les personnes puissent être prises en compte avec la même qualité, peu importe où elles vivent sur le territoire français.

Enfin, l'accès à l'IVG étant désormais un droit constitutionnel, nous lutterons sans relâche pour qu'il le reste et que personne ne puisse l'entraver. Chaque personne est libre de ses choix et doit être accompagnée dans ceux-ci, sans jugement. Les discours anti-choix, allant contre ce droit à l'IVG, se disent "pro-vie", mais sont prêts à sacrifier celles des personnes concernées par des grossesses non désirées. Le fascisme c'est cela : instrumentaliser les corps au nom de valeurs soi-disant morales, sans penser au bien-être des citoyens et citoyennes.

L'extrême droite cherche à décrédibiliser nos positions et souhaiterait nous forcer au silence. À cela nous résisterons toujours car nous croyons profondément à la portée positive de nos actions sur la société et son avenir.

Liberté, équité, intersectionnalité !

